

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027

Adopté par le comité de bassin le 23 mars 2022.

Arrêté portant approbation du SDAGE publié le 6 avril 2022 au journal officiel.

Le périmètre de la DTA est entièrement compris dans le périmètre du SDAGE Seine-Normandie.

Le législateur a donné une valeur juridique particulière au SDAGE, dans la mesure où les décisions administratives du domaine de l'eau ainsi que les documents d'aménagement du territoire doivent être compatibles ou rendus compatibles, c'est-à-dire ne pas présenter de contradiction ou de contrariété majeure avec ses objectifs, orientations et dispositions.

Objectifs SDAGE	Orientations SDAGE
<ul style="list-style-type: none">• atteinte du bon état écologique et chimique• inversion des tendances à la dégradation des eaux souterraines• réduction progressive des rejets polluants ou selon les cas leur suppression pour les eaux de surface• objectifs spécifiques aux zones protégées• bon état des eaux marines (directive cadre stratégie pour le milieu marin)	<ol style="list-style-type: none">1. Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée2. Réduire les pollutions diffuses en particulier les aires d'alimentation de captage d'eau potable3. Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles4. Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique5. Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral

Le rapport environnemental du SDAGE de septembre 2020 précise qu'une « cohérence est assurée entre les orientations d'aménagement de la DTA et les orientations du SDAGE sur le territoire de l'estuaire de la Seine, une zone emblématique au croisement de tous les enjeux du bassin. L'objectif 2 de la DTA « Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages, prendre en compte les risques » rencontre particulièrement les orientations 1 et 4 du SDAGE (Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée et Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique). »

L'analyse du SDAGE a permis de préciser dans quelle mesure l'objectif 2 de la DTA et ses orientations sont repris.

L'orientation 1 du SDAGE, dont l'objet est notamment la préservation des zones humides et lit majeur, porte assez largement l'orientation DTA relative aux espaces naturels majeurs.

Parmi les dispositions de cette orientation, certaines sont contraignantes :

- 1.1.1 Identifier et préserver les milieux humides dans les documents régionaux de planification
- 1.1.2 Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme

- 1.1.3 Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme [Disposition SDAGE – PGRI]
- 1.1.4 Cartographier les milieux humides, protéger et restaurer les zones humides et la trame verte et bleue dans les SAGE
- 1.2.1 Cartographier et préserver le lit majeur et ses fonctionnalités [Disposition en partie commune SDAGE-PGRI]
- 1.2.2 Cartographier, préserver et restaurer l'espace de mobilité des rivières
- 1.2.3 Promouvoir et mettre en œuvre le principe de non dégradation et de restauration des connexions naturelles entre le lit mineur et le lit majeur
- 1.2.4 Éviter la création de nouveaux plans d'eau dans le lit majeur des rivières, les milieux humides, sur les rivières ou en dérivation et en tête de bassin
- 1.2.5 Limiter les prélèvements dans les nappes et rivières contribuant au fonctionnement des milieux humides
- 1.2.6 Éviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes ou susceptibles d'engendrer des déséquilibres écologiques
- 1.3.1 Mettre en œuvre la séquence erc en vue de préserver la biodiversité liée aux milieux humides (continentaux et littoraux) des altérations dans les projets d'aménagement
- 1.4.2 Restaurer les connexions latérales lit mineur-lit majeur pour un meilleur fonctionnement des cours d'eau

Certaines sont en outre en lien avec les documents d'urbanisme :

- 1.1.1 Identifier et préserver les milieux humides dans les documents régionaux de planification
- 1.1.2 Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme
- 1.1.3 Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme [Disposition SDAGE – PGRI]
- 1.2.1 Cartographier et préserver le lit majeur et ses fonctionnalités [Disposition en partie commune SDAGE-PGRI]
- 1.2.2 Cartographier, préserver et restaurer l'espace de mobilité des rivières

L'orientation fondamentale 2 du SDAGE comporte quelques dispositions sur le soutien à une activité agricole durable, en lien direct avec l'orientation DTA sur la préservation des structures paysagères caractéristiques :

- 2.3.3 Soutenir les filières permettant de pérenniser et développer les surfaces de cultures à bas niveaux d'intrants sur l'ensemble du bassin pour limiter les transferts de polluants dans l'eau
- 2.3.5 Former les agriculteurs actuels et futurs aux systèmes et pratiques agricoles résilients

En outre, elle comporte plusieurs dispositions visant la préservation et restauration des éléments caractéristiques du paysage, notamment des haies :

- 2.4.1 Pour les masses d'eau à fort risque d'entraînement des polluants, réaliser un diagnostic de bassin versant et mettre en place un plan d'actions adapté
- 2.4.2 Développer et maintenir les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements
- 2.4.3 Maintenir et développer les prairies temporaires ou permanentes

L'orientation fondamentale 4 complète les dispositions évoquées précédemment avec des dispositions sur les pratiques agricoles et la préservation des zones humides.

Enfin, l'orientation 5 comporte des dispositions sur l'urbanisation raisonnée et une approche intégrée faces aux risques en s'appuyant sur les services rendus par les milieux naturels.

Conclusion :

Le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 englobe en totalité le périmètre de la DTA. Les documents d'urbanisme du territoire doivent être compatibles ou rendus compatibles avec ce document stratégique.

Les dispositions du SDAGE, en particulier l'orientation fondamentale 1, participent directement à l'atteinte de l'objectif 2-2 de la DTA avec des dispositions relatives aux espaces naturels et paysagers contraignantes et/ou en lien avec les documents d'urbanisme.

Document stratégique de façade

Le document stratégique de façade comprend quatre parties, chacune d'elle ayant vocation à être enrichie et amendée au vu de l'amélioration des connaissances disponibles. Elles seront actualisées dans les révisions du document, prévues tous les six ans :

- la situation de l'existant, les enjeux et une vision pour l'avenir de la façade souhaité en 2030 (partie 1) ;
- la définition des objectifs stratégiques du point de vue économique, social et environnemental et des indicateurs associés. Ils sont accompagnés d'une carte des vocations qui définit, dans les espaces maritimes, des zones cohérentes au regard des enjeux et objectifs généraux qui leur sont assignés (partie 2) ;
- les modalités d'évaluation de la mise en œuvre du document stratégique (partie 3) ;
- le plan d'action (partie 4).

L'arrêté inter-préfectoral portant approbation des deux premières parties (volet stratégique) du DSF a été pris le 25 septembre 2019. Le plan d'action, quatrième partie du document stratégique de façade maritime manche Est - mer du Nord a été approuvé le 12 mai 2022.

Les SCOT doivent être compatibles avec le DSF.

À partir des activités présentes sur la façade maritime Manche Est-mer du Nord 8 activités principales ont été retenues comme présentant des enjeux particulièrement importants pour la façade. Les enjeux rencontrés sont regroupés en 8 catégories.

Activités principales	Enjeux
<ul style="list-style-type: none">• La pêche professionnelle ;• L'aquaculture ;• Les activités portuaires, de transport et de commerce maritime ;• Les Énergies Marines Renouvelables ;• Les activités de tourisme et de loisirs ;• L'extraction de granulats marins ;• La réalisation de dragages.	<ul style="list-style-type: none">• Enjeux économiques (compétitivité de la filière) ;• Enjeux liés au Bon État Écologique, à la réduction et à l'évitement des pressions et impacts affectant l'environnement ;• Enjeux liés à l'utilisation, à l'accès et à l'occupation des ressources et des espaces (comprenant la question de la cohabitation des usages en mer et sur le littoral usages nouveaux et historiques) ;• Enjeux de connaissance, d'innovation, de recherche et de développement ;• Enjeux liés à la gestion des risques naturels et liés aux activités humaines ;• Enjeux de formation, d'éducation à la mer et de sensibilisation ;• Enjeux de gouvernance (locale, nationale, européenne et internationale).

La carte des vocations de la façade maritime Manche Est – Mer du Nord : identifie le secteur 4 – Baie de Seine comme « zone de renforcement de la cohabitation des usages dans un contexte de multi-activités présentes ou à venir (granulats marins, pêche, aquaculture, EMR, attractivité touristique, **infrastructures portuaires**, industrielles majeures et défense) et de **forts enjeux écologiques estuariens** (nourriceries, frayères, nidification, etc) ».

L'analyse du DSF a permis de relever plusieurs objectifs stratégiques en lien avec la DTA pour les trois objectifs de l'étude.

En particulier, les objectifs stratégiques 7 et 11 du DSF portent globalement l'objectif 1-1 Poursuivre la politique d'équipement des ports.

- TRAFIC MARITIME ET ESPACES PORTUAIRES, DRAGAGE 7 – Conforter le positionnement stratégique des ports dans le Range européen ; favoriser les coopérations portuaires ; moderniser les infrastructures et les équipements pour diversifier les activités tout en limitant les perturbations sur les milieux.
 - 7C Développer le transport fluvial et ferroviaire dans une logique de report modal et de massification des pré et post acheminement
 - PTM-MEMN-01 : **Construire la chatière du port du Havre** sous réserve de la délivrance des autorisations prévues par la réglementation et dans le respect des activités
 - PTM-MEMN-02 : Renforcer la **coopération interportuaire au niveau interrégional**
 - 7F Mobiliser le foncier portuaire pour favoriser l'implantation ou le maintien d'activités dépendantes des infrastructures portuaires et reconvertir les friches portuaires
 - PTM-MEMN-04 : Valoriser le foncier portuaire en développant une réflexion d'aménagement durable et concertée
 - 7G Mettre en place des politiques coordonnées d'aménagement et d'équipement pour la réduction des pollutions portuaires et des déchets
- TOURISME ET LOISIRS MARITIMES ET LITTORAUX 11 – Préserver les atouts environnementaux et les sites remarquables de la façade maritime qui conditionnent l'attractivité touristique de la Manche et de la Mer du Nord. Favoriser les loisirs littoraux et nautiques autour de l'éducation à la mer et de la découverte des milieux.
 - 11A Conforter les démarches « Ports propres » des ports de plaisance pour diffuser les bonnes pratiques
 - 11B Sensibiliser les touristes et plaisanciers à la sécurité maritime et à la préservation de l'environnement
 - 11C Favoriser l'aménagement de zones dédiées aux croisiéristes en renforçant les synergies ville/port sur le littoral
 - 11D Structurer des pôles touristiques territoriaux accessibles et engagés dans une offre de multi-activité
 - TOU-SPO-MEMN-03 : Dynamiser les terminaux de croisière
 - TOU-SPO-MEMN-04 : Promouvoir l'offre touristique de développement durable et éco-responsable proposée sur la façade dans une perspective de développement d'une offre « multi-activités »

L'objectif stratégique INDUSTRIES NAVALES ET NAUTIQUES 8 – Développer, soutenir et diversifier la construction, la déconstruction et la réparation des navires et promouvoir les PME-ETI structurant le territoire de la façade maritime est de nature à contribuer à la poursuite de l'équipement des ports.

L'objectif de maîtrise de l'artificialisation poursuivi par l'objectif stratégique 5 contribue à la préservation et la restauration des éléments caractéristiques des espaces naturels et paysagers (2-2).

- GESTION DU LITTORAL ET DE SON ARTIFICIALISATION, PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS 15 – Définir, en application de la Stratégie Nationale de Gestion du Trait de

Côte, une ou des stratégie(s) concertée(s) à la bonne échelle, de gestion des risques naturels en Manche Est-mer du Nord et maîtriser l'artificialisation de la façade maritime » contribue à la préservation et la restauration des éléments caractéristiques des espaces naturels et paysagers (2-2 de la DTA).

- RLI-MEMN-01 : Soutenir les élaborations, aux bonnes échelles géographiques, de stratégies territoriales d'adaptation à la mobilité du trait de côte, dans un contexte de changement climatique, par les collectivités compétentes en matière de planification de l'urbanisme et de gestion des risques littoraux (Gemapi)

Politiques accompagnement :

Les objectifs stratégiques PÊCHE PROFESSIONNELLE 3 et AQUACULTURE 4 portent la politique d'accompagnement 4 de la DTA "Promouvoir le développement durable des activités de pêches", en lien notamment avec l'objectif 1-1 "Poursuivre la politique d'équipement des ports" et la réduction des impacts potentiels sur les activités de pêche.

En outre, les objectifs stratégiques RECHERCHE, INNOVATION, FORMATION 12 et PATRIMOINE MARITIME ET LITTORAL 13 peuvent s'apparenter en partie à des politiques d'accompagnement contribuant à la politique de développement des ports et la mise en valeur des grands ensembles naturels et paysagers.

Le DSF par plusieurs objectifs stratégiques reprend l'enjeu de développement portuaire et notamment l'objectif 1-1 Poursuivre la politique d'équipement des ports de la DTA. Toutefois, en dehors de quelques actions particulières (la chaudière du port du Havre) le DSF n'est pas aussi précis que la DTA sur les infrastructures et équipements attendus. Il n'est pas à la même échelle que la DTA et ne reprend pas aussi finement et directement ses orientations.

L'objectif 1-3 Améliorer les dessertes terrestres le long de l'euro-corridor ouest-est pour améliorer la compétitivité des ports normands face à la concurrence belge et néerlandaise est porté partiellement via l'objectif stratégique 7C Développer le transport fluvial et ferroviaire dans une logique de report modal et de massification des pré et post acheminement.

Enfin, l'objectif 2-2 Mettre en valeur les grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie est porté en partie par le DSF pour sa dimension littorale.

Le DSF est globalement aligné sur les enjeux portés par les objectifs 1-1,1-3 et 2-2 de la DTA mais son échelle n'est globalement pas assez précise pour s'assurer de la mise en œuvre des orientations DTA, notamment la réalisation des infrastructures et équipements. L'échelle des SCOT, qui doivent être compatibles avec le DSF, peut permettre cette précision opérationnelle.